

Le Rwanda pointé du doigt dans la formation de groupes rebelles burundais

RFI, 05-02-2016 RDCÂ : le Rwanda mis en cause dans l'infiltration de rebelles burundais Une note confidentielle émanant d'un groupe d'enquêteurs indépendants et transmis au Conseil de sécurité de l'ONU évoque ce que la correspondante de RFI à Kinshasa avait rapporté en janvier dernier d'après l'infiltration présumée en République démocratique du Congo de rebelles burundais en provenance du Rwanda. La note qui a fuit met directement en cause des militaires rwandais dans l'entraînement de ces Burundais dont certains sont mineurs d'après ce rapport.

En janvier dernier, RFI évoquait d'après l'existence d'une trentaine de Burundais, présumés infiltrés, détenus par les services congolais de renseignement militaire dans le Sud-Kivu. Ils disaient avoir été formés militairement au Rwanda voisin. Aujourd'hui, les experts mandatés par le Conseil de sécurité confirment ces faits sur la foi de témoignages recueillis auprès de 18 d'entre eux dans le territoire frontalier d'Uvira. Tous, dont six mineurs, disent avoir été recrutés dans le camp de réfugiés de Mahama, dans l'est du Rwanda en mai et juin 2015. Mais d'après les enquêteurs internationaux, ils circulaient avec des papiers d'identité congolais. Entraînement militaire Ils disent avoir reçu avec 400 autres recrues, un entraînement militaire de deux mois dans un camp en forêt rwandaise. Tactique, maniement de fusils d'assaut, de mitraillettes ou encore idéologie auraient fait partie de la formation de certains. D'autres parlent d'entraînements à l'usage de grenades, de lance-roquettes et de mines. Une formation assurée en partie par des militaires rwandais selon ces témoignages. Le rôle présumé du Rwanda dans la formation de ces nouveaux groupes rebelles burundais avait déjà été pointé par les services de renseignements militaires congolais. Mais c'est la première fois que cette implication présumée est mentionnée dans un rapport international. Le Rwanda a réagi à travers un tweet de la ministre des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, qui s'est tout simplement moquée sur un ton ironique des conclusions des experts.